

AFRI  
967.57104  
H116d  
1986

# **COURS, MESSAGES ET ENTRETIENS 1986**



de Son Excellence  
le Général-Major HABYARIMANA Juvénal  
Président de la République Rwandaise  
et Président-Fondateur du Mouvement  
Révolutionnaire National pour  
le Développement.

**DISCOURS DU GENERAL-MAJOR HABYARIMANA  
JUVENAL, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE RWANDAISE  
ET PRESIDENT—FONDATEUR DU MOUVEMENT REVOLU-  
TIONNAIRE NATIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT A  
L'OCCASION DU 24ème ANNIVERSAIRE DE L'INDEPEN-  
DANCE NATIONALE, DU 13ème ANNIVERSAIRE DE LA  
11ème REPUBLIQUE ET DU 11ème ANNIVERSAIRE DU  
MRND, LE 5 JUILLET 1986.**

Militantes et Militants du Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement,  
Sympathisantes, Sympathisants,

Il me fait grand plaisir d'être avec vous et je vous souhaite la bienvenue la plus cordiale à vous, et à tous nos amis, souvent venus de loin, pour nous faire l'insigne honneur de leur présence combien appréciée parmi nous.

En votre nom, je tiens à renouveler solennellement les plus vifs et sincères remerciements au Président de la République Unie de Tanzanie, Ndugu Ali Hassan MWINYI, actuellement en visite officielle dans notre pays.

Sa présence parmi nous, dans la joie et l'allégresse de cette fête, à laquelle il a bien voulu participer, est éminemment significative en tant que témoignage éclatant de la qualité et du caractère exemplaires des relations d'amitié et du coopération qui unissent fraternellement Tanzaniens et Rwandais.

Ces relations se renforcent constamment dans le cadre d'une solidarité agissante et d'une complémentarité effective, expressions concrètes de la politique de bon voisinage à laquelle nos deux pays attachent une importance fondamentale.

Ainsi, la coopération rwando-tanzanienne est active et agissante dans plusieurs domaines, parmi lesquels je peux citer celui des transports et communications, celui des échanges commerciaux, ainsi que les domaines couverts par la coopération culturelle et technique.

Sa présence au Rwanda, en visite officielle, confère donc un relief et un éclat particuliers à notre joie en ce jour de fête, et nous saluons en lui l'éminent représentant d'un peuple frère, le Chef d'Etat d'un pays avec lequel le Rwanda se réjouit d'entretenir, sur base d'une amitié exemplaire, des relations de coopération fécondes et fructueuses.

Aujourd'hui, Militantes et Militants, nous nous trouvons exactement à mi-chemin de la 1<sup>re</sup> législature que nous avons inaugurée, dans la joie, mais dans la simplicité, voici deux ans et demi, le 8 janvier 1984.

Ce jour-là, nous nous sommes réjouis tous que les élections présidentielles et législatives se soient déroulées dans un climat de paix et d'entente; nous y voyions tous, un signe éloquent de la maturité acquise par le peuple rwandais et un gage prometteur pour l'avenir de notre peuple, prêt désormais à consacrer le meilleur de ses forces à son autodéveloppement .

Le même jour, à l'occasion de la prestation de serment du Président de la République et de l'ouverture de la 1<sup>re</sup> législature du Conseil National de Développement, nous avons placé l'action du Gouvernement sous le sigle de la rigueur et de la concertation. Rigueur et concertation — deux vertus majeures qui, plus que toutes autres, permettent une bonne gestion des affaires de l'Etat et qui garantissent l'utilisation rationnelle de nos ressources en vue d'un autodéveloppement bien compris.

Il me semble donc tout-à-fait approprié et opportun, en ce jour solennel que représente chaque année le 5 juillet, triple anniversaire de notre Indépendance Nationale, de l'avènement de la 1<sup>re</sup> République et de la fondation du M.R.N.D., de faire, aujourd'hui à mi-parcours, le point de la présente législature.

Cela permettra de nous situer par rapport à ce que nous avions essayé de mettre en place, par rapport à nos attentes et à nos espérances; cela me permettra aussi de resserrer, là où cela est nécessaire, les orientations et de réaffirmer, au besoin, nos priorités, pour que cette législature, décisive pour notre

avenir, réponde réellement aux exigences des temps et aux promesses qu'elle a suscitées.

Dans mon discours-programme je vous ai dit, Militantes et Militants, que la confiance que vous m'aviez si massivement, et si chaleureusement, accordée était pour moi le meilleur soutien dans la lourde charge que vous veniez alors de me renouveler, un soutien sans égal, mais aussi la garantie, qu'ensemble, nous allions progresser dans la voie du «développement».

Il vous souvient certainement aussi, Militantes et Militants, de l'appel direct, sans exclusive, que j'ai alors lancé à vous tous, conscient que j'étais, conscient que je suis toujours, à quel point chacun d'entre nous doit travailler sans cesse, et avec toute l'abnégation voulue, pour le bien de l'ensemble de notre peuple, pour que chacun d'entre nous oeuvre, dans un esprit de rigueur et de concertation, là où il se trouve, dans l'intérêt du RWANDA, pour l'avenir de nos jeunes.

Les attentes impatientes qu'a soulevées cette nouvelle législation, inaugurée avec enthousiasme et avec une impulsion vigoureuse et nouvelle — ces attentes que je pouvais alors lire sur les visages de nos paysannes, de nos paysans, de nos jeunes, partout où je me rendais — l'espoir sans faille que j'ai placé personnellement en cette 11ème législature, me semblent d'autant plus justifiés que depuis l'avènement de la 1<sup>re</sup> République notre pays a connu une période enviable de paix, de stabilité et, partant, de progrès socio-économique remarqué, et que nous avons pu mettre en place les institutions politiques, comme le Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement, le Conseil National de Développement, ainsi que cette autre institution, capitale, devenue le fondement d'une large part du progrès accompli depuis 10 ans, je veux dire : l'UMUGANDA.

Toutes ces institutions nous prouvent, presque tous les jours, et souvent brillamment, leur bien-fondé, leur justification.

Tout est donc en place, du point de vue institutionnel et du fonctionnement démocratique de notre pays et d'autres condi-

tions préalables, pour que nous nous lancions, en rassemblant toutes nos forces, et toute notre volonté, et tout notre enthousiasme, dans la lutte pour le développement autocentré de notre pays, pour que nous consacrions le meilleur de nos efforts à l'autodéveloppement bien compris du RWANDA.

En parlant d'autodéveloppement, qui doit prendre racine dans nos propres forces, dans les entrailles de notre propre corps social, je vous avais alors dit, Militantes et Militants, «qu'il n'était plus possible de procéder par actions ponctuelles, ou par réforme par morceaux. Seules, — disais-je — «la définition et la mise en place de stratégies approfondies, de politiques intégrées, de programmes cohérents et concertés, nous permettront d'affronter les exigences de notre temps». Et j'ajoutais : «La gestion efficace de la transformation structurelle de notre économie, et de notre société, est à ce prix».

Permettez-moi, Militantes et Militants du Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement, aujourd'hui, à la «mi-temps» de la présente législature, d'examiner d'une manière critique, et sans complaisance, ce que nous avons accompli dans nos politiques, dans la réalisation de nos objectifs, dans notre voie vers l'autodéveloppement, d'identifier, le cas échéant, les zones grises et de dénoncer, au besoin, les faiblesses qui persisteraient encore, en vue de vous proposer, Militantes et Militants, les ajustements et les redressements qui s'imposent.

Militantes et Militants, la présente législature est décisive; si nous ne réussissons pas, maintenant, à négocier avec succès les virages dangereux qui sont devant nous, nous allons manquer le tournant, nous allons être débordés, et dépassés; et le temps perdu, nous ne pourrons plus jamais le rattraper, tant il est vrai que les défis finiront par nous écraser; nos enfants, nos jeunes, l'avenir de notre pays en pâtiraient, irrémédiablement — oui, irrémédiablement !

C'est pourquoi je me suis attelé, avec vigueur, dès les premiers jours de la présente législature, à mettre en place cet instrument indispensable, cette force de frappe, qui seuls permettent au

Président de la République, c-à-d, au Chef du Gouvernement, d'assumer ses responsabilités de gestionnaire des affaires publiques, à savoir, «une administration centrale, reformulée et dynamisée, où les responsabilités sont clairement définies, où la concertation est institutionnalisée, où l'évaluation des dossiers est facilitée, et où les instructions données sont rapidement réalisées».

Dans toute politique d'autodéveloppement qui mérite son nom, l'administration publique doit être à la hauteur de sa tâche ! La cohérence, la rigueur, la concordance des objectifs et des stratégies de développement national en dépendent. Comme en dépendent aussi deux autres facteurs essentiels, lorsque l'on parle d'autodéveloppement : la dignité du pays, et sa crédibilité !

C'est donc dans ce sens que le nouveau Gouvernement a été mis en place. Il comptait d'abord moins de ministères – austérité oblige – mais les ministères, sur la base des expériences acquises, ont été «remaniés en fonction de critères d'efficacité, de répartition organique et cohérente des mandats sectoriels, alors que la concertation a été institutionnalisée, grâce aux Comités Interministériels de Coordination, eux-mêmes conçus en fonction de domaines transcendants, touchant la vocation de plusieurs ministères». (31/12/84).

Pendant plus de deux ans, je suis régulièrement revenu sur ce thème essentiel, en exhortant tout le monde à vivre intensément les valeurs qui ont inspiré la réforme administrative.

Je vous disais, Militantes et Militants, en m'adressant en particulier à ceux qui ont le privilège d'être employés par le Gouvernement, qu'exercer nos fonctions au meilleur de notre conscience, et fournir le meilleur de nos efforts, que cela — je ne le dirai jamais assez — que cela, nous le devons à toutes nos familles paysannes qui, au fond, sont nos véritables employeurs, car c'est grâce à elles et à leur travail que l'Etat peut fonctionner, et que c'est en mettant en place une véritable administration pour le développement que nous répondrons le plus sûrement à leurs attentes». (5/7/84)

Le moment est venu aujourd'hui pour moi de me demander si l'administration centrale fonctionne selon les principes mis en exergue, si elle répond aux tâches qui lui ont été confiées, si elle est vraiment devenue cet instrument par excellence de gestion des affaires publiques, dont j'ai parlé tout-à-l'heure.

Le moment est venu de Vous en rendre, ne fût-ce que partiellement, compte.

Il me fait plaisir de constater qu'un progrès réel a été accompli dans plusieurs domaines. Malgré un démarrage un peu rude — il n'est pas facile de changer rapidement certaines attitudes souvent faites de confort et de paresse — je constate avec joie que beaucoup de fonctionnaires travaillent avec acharnement, avec un grand dévouement, se dépensant sans compter pour accomplir leurs tâches consciencieusement. Je constate, par exemple, avec joie, que depuis de longs mois, des agents passent tous leurs samedi et dimanche au bureau, car leur travail les intéresse, les passionne, puisqu'ils savent que le maintien de l'équilibre de notre balance des paiements dépend précisément de leur recherche sur les paramètres à maîtriser dans notre politique concernant la gestion de nos importations.

De nombreux fonctionnaires, et qui méritent de l'être, sont responsabilisés et savent que ce n'est que s'ils travaillent bien et scrupuleusement que l'Etat pourra progressivement améliorer leur situation matérielle. Je tiens à les en féliciter chaleureusement et sincèrement.

De même, plusieurs responsables ministériels fournissent à leur tour des efforts visibles pour faire avancer la cause dont ils ont la charge, malgré des moyens matériels et des ressources humaines souvent très limités. Eux aussi savent à quel point l'avenir de notre pays dépend du travail qu'ils fournissent tous les jours; à eux aussi va notre reconnaissance sincère.

Mais, ma satisfaction n'est pas totale; au contraire, je suis fort déçu par plusieurs aspects du fonctionnement de l'administration. Je suis déçu par l'attitude de ces responsables de l'administration qui épuisent leurs énergies dans les routines administratives, pro-

posant automatiquement des promotions injustifiées, distribuant gratuitement des cotes «ELITE» aux agents dont ils se précipitent aussitôt à proposer la «REVOCATION» parce que personne n'en veut.

Au-delà de certaines faiblesses inévitables, d'un manque de rodage, somme toute naturel, puisque rien n'est parfait en ce monde, au-delà de certaines déficiences, je suis déçu par la distraction de certains responsables, distraction que rien ne justifie, que rien ne peut excuser; je suis déçu par certaines mauvaises volontés, peut-être même de la mauvaise foi, chez certains responsables; il y a aussi comme un effort, systématique, de considérer les instructions données, les orientations définies, non pas comme quelque chose qui lie celui qui est concerné, mais plutôt comme des vœux pieux, émanant d'une instance qui selon certains flotterait bien au-dessus des problèmes de tous les jours, comme des souhaits qui ne lient personne, des manifestations d'ordre esthétique, de la littérature peut-être ! Voilà les motifs de ma déception.

En décembre dernier, à l'ouverture du Ve Congrès du Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement, j'ai lancé un avertissement très net, en déclarant notamment que «les deux premières années de fonctionnement de notre administration centrale réorganisée nous ont permis d'identifier un certain nombre de centres de faiblesses qui ne tiennent pas à la nouvelle structure en tant que telle — celle-ci est là pour durer; elle a fait ses preuves — mais à un certain nombre d'attitudes et d'approches qui ont fait que certains responsables n'ont pas utilisé à bon escient les moyens mis à leur disposition». (23/12/85)

Cet avertissement ne semble pas avoir été entendu par tous ceux qu'il concernait. Aujourd'hui, six mois plus tard, le constat s'est même aggravé.

C'est avec amertume que je dois constater, Militantes et Militants, vous qui m'aviez accordé votre confiance pour que je constitue une équipe gouvernementale, à la hauteur de ses tâches, à vous, je le dis, c'est avec amertume que je dois constater que

l'équipe dans son ensemble n'a pas répondu à toutes les attentes que j'ai placées en elle.

Je me refuse à généraliser et à condamner en bloc. Au contraire, les ombres semblent peut-être d'autant plus fortes qu'ailleurs la lumière est plus brillante. Et j'ai eu l'occasion de mettre en relief l'abnégation de tant de fonctionnaires et de commis de l'Etat, grands et petits.

Mais je ne cesse de m'étonner en constatant que ce sont souvent ceux des ministères qui ont relativement peu de cadres et peu de cadres ayant reçu des formations poussées qui semblent fonctionner le mieux, car ils sont animés par une tête, par un responsable qui réussit, grâce à la concertation et à ses encouragements sans répit, à les stimuler et dont l'enthousiasme et le dévouement sont au-dessus de toute considération politicienne et au-dessus de tout soupçon d'acquisition d'avantages illicites, et qui n'ont à l'esprit que l'exaltante tâche à laquelle ils ont l'honneur de travailler, à savoir, à l'avenir de notre pays, à l'avenir de nos enfants.

Il y en a d'autres, hélas, dont la gestion constitue comme un frein à l'avancement de notre autodéveloppement; qui bloquent des dossiers importants et où il y a autant d'orientations et d'initiatives différentes qu'il y a de fonctionnaires. Il y en a même certains dont on peut se demander, dont il faut se demander, s'ils ont bien compris les tâches, le mandat, les priorités que nous leur avons confiées le 8 janvier 1984...

Certains responsables réussissent à faire fonctionner, d'une manière exemplaire, leur Comité Interministériel de Coordination, et pour qui le souci de concertation n'est pas un mot vain, mais une réalité vécue réellement, tous les jours, par eux et leurs collaborateurs, conscients qu'ils sont que ce n'est que par la concertation, par l'échange d'idées et d'expériences, par le recours à toutes les compétences qu'il leur est possible de remplir leurs tâches d'une façon utile et efficace dans l'intérêt de notre pays.

Il y en a d'autres, en revanche, qui semblent à peine savoir que leur Comité Interministériel de Coordination existe et qu'il est là pour être utilisé, qu'il est là pour servir de forum à l'élaboration de politiques, de stratégies, pour servir d'enceinte où les positions peuvent être harmonisées pour le plus grand bénéfice de l'avancement des dossiers, et de la crédibilité du RWANDA.

Il y en a encore d'autres qui n'utilisent leur Comité Interministériel de Coordination que pour y chercher une quelconque couverture pour leurs mauvaises décisions, ou qui utilisent le C.I.C. pour couvrir leurs propres petits projets qui n'ont rien à faire avec l'intérêt national.

#### Militantes et Militants,

Si j'insiste tellement sur ce premier grand thème de la présente législature — la mise en place d'une administration centrale, repensée, et orientée vers le développement, et qui fonctionne avec efficacité et célérité — c'est que je considère cette mise en place d'une administration dynamique comme un préalable, indispensable, pour que notre pays puisse progresser.

Il faut donc envisager les décisions qui s'imposent pour une rapide amélioration, pour un assainissement du fonctionnement de l'administration publique.

C'est pour préparer ces décisions que je me propose d'effectuer des visites, au cours de l'année 1986 — 1987, auprès de tous les agents de la Fonction Publique, pour mieux les responsabiliser et améliorer, avec eux, la cohérence de la Fonction Publique.

J'ai prévu trois visites espacées sur quelques mois, qui me permettront de rencontrer tous les fonctionnaires et de dialoguer avec eux à la fois sur leurs problèmes, mais aussi sur leurs responsabilités et la manière d'améliorer le fonctionnement de l'administration rwandaise. Ce ne sont donc pas les ministères que je vais visiter, mais bien les agents, réunis en trois groupes composés en fonction des secteurs de leur affectation.

Le premier groupe comprendra les ministères réunis autour du thème de «l'autosuffisance alimentaire et des ressources humaines», le deuxième rassemblera les ministères dont les mandats touchent à «la macroéconomie et aux infrastructures», tandis que le troisième groupe sera celui de «l'administration publique et politique et de la cohérence».

Cette répartition permettra aux agents de l'Etat de mieux se placer quant aux fonctions qu'ils occupent, de mieux saisir et de mieux comprendre le contexte dans lequel ils sont appelés à œuvrer pour le bien commun.

Et ces rencontres, il faut les préparer dès maintenant. Dès maintenant, les cellules sont invités à préparer, par écrit, et grâce à un débat libre, les préoccupations et les problèmes qu'ils constatent, soit dans le fonctionnement de leur travail, soit sur le plan des questions administratives, soit sur celui des tâches et des difficultés qu'ils rencontrent.

Mieux vaudrait que ce document, qui devrait me parvenir avant ma visite, pour que je puisse me préparer en conséquence, soit rédigé de telle sorte qu'il permette une entrée en matière efficace et qu'il reflète un certain consensus. Ce document qui sera résumé par un représentant des cellules au début de chaque rencontre, devra être le résultat objectif et non censuré, bien entendu, par une quelconque instance administrative, — des débats que je vous invite à tenir dès maintenant.

Pour éviter que ce document ne devienne un catalogue stérile de doléances, de plaintes et de jérémades, et pour que la qualité des rencontres ne s'en ressente, je vous engage aussi à réfléchir de votre côté sur les solutions que vous entrevoyez aux problèmes que vous aurez énumérés, sur les approches que vous-mêmes vous préconiseriez pour remédier aux déficiences que vous aurez identifiées !

Pour ma part, ces visites seront l'occasion non seulement de rencontrer les agents publics et de partager leurs problèmes, mais aussi de leur faire part de la façon dont je vois moi-même

certains problèmes et les solutions à y apporter, et de passer en revue certains des grands thèmes de l'administration et de la gestion des affaires publiques.

Ces trois visites viseront ainsi à clarifier d'une manière sans équivoque la véritable déontologie — un code de conduite — qui devra dès lors inspirer tout ce qui se fait dans la fonction publique, et à mettre en place une approche cohérente en matière de modernisation et de perfectionnement de la fonction publique du Rwanda. Mon devoir et ma responsabilité m'imposeront à mon tour de trouver les moyens de faire respecter ce qui aura été clarifié au cours de ces débats.

Toujours dans le cadre de la préparation de ces visites, j'ai déjà demandé au Ministre à la Présidence, dont l'une des tâches, est justement de veiller, avec toute la vigilance nécessaire, à ce que «règne la plus grande cohérence au sein de l'administration», de convoquer le Comité Interministériel ad hoc, qui avait déjà présidé à la mise en place de la réforme administrative, et de me préparer un rapport circonstancié sur le fonctionnement actuel de l'administration, de ses faiblesses, des blocages et des obstacles qui empêchent son plein rendement, sur les attitudes et les comportements préjudiciables que l'on peut constater, sur les raisons qui font que certains dossiers n'avancent pas, qu'il s'agisse de fonctionnaires qui ne sont pas à la hauteur de leurs tâches ou par trop vénaux, qu'il s'agisse de mécanismes décisionnels inopérants, ou de l'insuffisance des moyens.

Ce rapport, auquel j'accorde dès maintenant la plus grande importance, je l'attends d'ici deux mois, c'est-à-dire peu de temps avant ma première visite.

Militantes et Militants,

Si la mise en place d'une «administration pour le développement» qui soit à la hauteur des défis et qui fonctionne au-dessus de tout soupçon, est en effet la première étape de tout autodéveloppement bien compris, une importance tout aussi grande doit être accordée au contenu des politiques qui désormais

vont l'animer et au service desquelles elle doit œuvrer.

Dès le 8 janvier 1984, j'ai accordé une place de choix aux diverses tâches, aux divers mandats, aux diverses priorités que j'attendais voir les nouveaux ministères et leurs responsables aborder sans tarder.

Deux domaines occupaient d'emblée une position privilégiée : les politiques économiques d'autodéveloppement et l'autosuffisance alimentaire, c'est-à-dire, le monde rural.

J'ai consacré le discours du 5 juillet 1984 à la problématique économique et aux réformes économiques indispensables à la fois pour assainir la situation et pour préparer la relance économique sur des bases saines et solides.

Par la même occasion, j'avais esquissé les contours nécessaires d'une politique économique centrée avant tout sur l'augmentation du pouvoir d'achat, particulièrement en milieu rural, priorités des priorités, disais-je alors; de plus, j'avais abordé les impératifs d'une industrialisation rurale bien comprise, les problèmes de l'artisanat, en mentionnant déjà ce que l'on appelle si imparfaitement «le secteur informel»; j'avais également donné des instructions concernant la politique des prix agricoles, et mentionné bien d'autres choses encore.

Une partie importante de mes réflexions étaient consacrées aux problèmes macro-économiques, car la bonne gestion macro-économique, conditionne tout le reste. Elle est essentiellement démontrée par la façon dont un pays maintient, et renforce, quelques-uns des équilibres fondamentaux de l'économie nationale et par la façon dont il soumet ses relations économiques extérieures à la logique de ses intérêts nationaux, et non pas à celle que l'on lui propose de l'extérieur ou que l'on essaye même parfois de lui imposer, en se référant à des critères qui n'ont rien à voir avec la réalité nationale.

Un autre élément essentiel à maîtriser, dans tout autodéveloppement, c'est l'endettement extérieur, car le véritable auto-

développement exige qu'en fin de compte un peuple dépende de ses propres décisions : la véritable indépendance d'un peuple, le garant ultime de sa dignité, Militantes et Militants, c'est de dépendre de ses propres décisions !

Voilà pourquoi il faut absolument donner à notre Etat une marge de manœuvre financière et économique suffisante, afin de disposer de ressources qui ne seront pas amputées par des engagements impossibles à supporter, hypothéquant notre liberté d'action et liant mains et pieds nos générations futures.

Enfin, l'assainissement de l'économie, et la relance subséquente, exigeaient la réalisation rapide de certaines réformes. J'avais, le 5 juillet 1984 déjà, présenté les grands paramètres de cet assainissement, comme la révision de nos politiques tarifaire et fiscale et d'autres dispositions légales, la politique commerciale, le code des investissements, les finances communales, la politique budgétaire.

Depuis deux ans et demi, je n'ai laissé passer aucune occasion pour revenir sur le thème des politiques économiques d'autodéveloppement, en reprenant les mêmes priorités et les mêmes tâches, mais en les examinant chaque fois sous un autre angle, tout en les replaçant sans cesse dans le contexte de nos orientations politiques, et en répétant les mêmes injonctions et les mêmes instructions.

Je pense donc, Militantes et Militants, que je suis allé aussi loin qu'un Président de la République peut aller sans donner l'impression qu'il doit constamment se substituer aux responsabilités ministérielles qu'il ne voit pas toujours bien saisies et bien comprises par les responsables directement concernés, mais en allant cependant suffisamment loin pour mobiliser les forces vives de notre pays, conscient qu'il est des responsabilités qui sont les siennes pour inspirer le Gouvernement, pour montrer le chemin, afin qu'il puisse assumer ses responsabilités de Chef de l'Etat, pleinement, en connaissance de cause, et en être comptable devant la toute grande majorité de notre pays, devant nos paysannes, nos paysans et leurs familles, devant les jeunes à qui il doit

montrer la voie vers l'avenir et pour qui il doit mettre en place ce qu'il faut pour que cet avenir soit réconfortant, soit celui de l'espoir.

Aujourd'hui, deux ans et demi exactement après la définition et l'explicitation de nos priorités et de nos approches en matière de politique économique, quelle est la réalité de leur exécution ? Qu'avons-nous pu réaliser de notre programme économique ?

Quel est le pas que nous avons franchi pour redonner à notre économie une vitesse de croisière acceptable, sûrs de ce que l'assainissement postulé a pu être effectué comme prévu ?

Militantes et Militants,

Je vais essayer de répondre à ces questions avec le maximum d'honnêteté, afin d'être en mesure de dégager les décisions qui s'imposeront.

Pour ce qui est de la situation macro-économique, les résultats me semblent plutôt encourageants. En effet, nous avons réussi à rétablir jusqu'à un certain point l'équilibre budgétaire indispensable, qui nous est d'ailleurs imposé par notre Constitution. Mais les efforts très louables entrepris doivent être poursuivis, avec toute la rigueur nécessaire, afin de maîtriser, une fois pour toutes, la croissance des dépenses publiques.

Cela signifie, dans un premier temps, la clarification du taux d'accroissement budgétaire éventuel, pouvant être accordé aux divers ministères, et cela avant que ceux-ci ne se lancent à élaborer leur budget pour l'année suivante.

Cela signifie aussi la mise en place d'une véritable politique budgétaire pluri-annuelle qui nous permettrait de planifier, intelligemment et d'une façon cohérente, l'évolution de nos finances publiques. On me dit que cette planification pluri-annuelle est en bonne voie. J'en attends sous peu le rapport sur les paramètres principaux.

La poursuite de nos efforts en matière budgétaire signifie aussi que désormais le budget de la dette publique soit sorti du budget du Ministère des Finances, pour devenir un budget à part entière, et ne plus rester cette rubrique obscure, perdue quelque part dans le budget général du Ministère des Finances. La maîtrise de notre endettement l'exige, pour des raisons de transparence et de planification.

Je pense que l'étude approfondie d'un budget de la dette propre permettrait, entre autres choses, de rendre plus visibles les domaines, dans lesquels le pays s'est endetté.

Et un vote particulier sur le budget de la dette ferait ainsi mettre en relief les relations intimes qui existent entre certains investissements, leurs incidences sur les autres budgets et les ressources limitées disponibles; son approbation se ferait ainsi consciemment, et en connaissance de causes de toutes les implications. Ce serait déjà une puissante incitation à la sagesse.

Quant à l'endettement lui-même, j'ai déjà tiré la sonnette d'alarme lors de l'ouverture du Ve Congrès du M.R.N.D., lorsqu'il m'est apparu que notre endettement avait atteint des propositions qui inquiètent.

Le 23 décembre passé, j'ai demandé, et je renouvelle cette demande, que le Ministère concerné me soumette le texte d'un arrêté présidentiel qui définira, avec le maximum de clarté et de la manière la plus stricte, les règles, les critères de sélection et les conditions préalables à toute entrée en matière concernant l'engagement financier du pays à l'avenir, et les responsabilités exclusives qui sont celles du Ministère ayant les Finances dans ses attributions concernant l'autorisation éventuelle d'une démarche de n'importe quel ministère ou service publics, visant à engager le Rwanda financièrement. Un tel arrêté inclura, en même temps, les dispositions permettant de renforcer, au besoin, les services concernés par la gestion de la dette, et stipulera d'une manière très précise, les éléments tels que les coûts récurrents, l'incidence sur les importations, qui devront dorénavant accompagner toute demande concernant l'obtention d'un crédit extérieur.

rieur.

Nous serons ainsi mieux en mesure de maîtriser, en connaissance de cause, cet élément capital de notre gestion macro-économique, et de tout autodéveloppement qui se respecte.

Un autre acquis favorable dans ce contexte qui doit aussi être mentionné aujourd'hui : c'est la mise en place d'une politique de gestion de nos importations, qui devra nous permettre de ralentir visiblement le rythme explosif qu'ont suivi celles-ci depuis un certain temps, et d'inspirer une politique de substitution judicieuse, comme j'ai eu l'occasion de le dire encore récemment dans mon message aux artisans, aux Banques Populaires et aux responsables de notre politique d'industrialisation. (3/4/86)

Ce programme a été élaboré consciencieusement; il existe, et je suis convaincu de sa justesse mais encore faut-il qu'il soit appliqué ! J'en appelle aux autorités de la B.N.R. qui, sont responsables de la gestion des devises et des crédits, de veiller, avec le maximum de vigilance et de diligence, à l'exécution conforme de ce programme vital, qui chaque année sera défini par un comité interministériel.

Le Ministère des Finances et de l'Economie devrait par ailleurs me préparer désormais, trimestriellement, un rapport sur l'avancement de la maîtrise de nos importations.

Je peux vous annoncer aussi, Militantes et Militants, que sous peu va démarrer un autre effort majeur, portant lui aussi sur plusieurs années, mais dans le domaine de la promotion des exportations. Le Gouvernement aura ainsi fait un effort sérieux pour réunir les conditions nécessaires en vue d'arrêter le dérapage de notre balance commerciale et de celle des services, en vue de rétablir des équilibres acceptables.

Enfin, toujours sur le plan de la macro-économie, nous avons continué à éviter tout recours à des subterfuges spacieux concernant la manipulation de notre monnaie, malgré certaines injonctions pressantes, de la part de ceux que nous avons toujours considéré comme des instances amies. A ces amis nous redisons : le

Rwanda écoutera toujours avec la plus grande attention, et avec la plus grande bienveillance, tous les conseils qui lui sont si généreusement prodigués. Mais c'est le Rwanda qui décide des orientations de son développement. Et ce sera nous et nos enfants qui devrons vivre avec les conséquences de ces décisions. Et non point ces fonctionnaires qui vivent à des milliers de Km – et qui après une mission de 10 jours deviennent les spécialistes de nos pays, qui nous donnent souvent l'impression d'être si totalement détachés de nos réalités et qui si souvent cherchent à appliquer toujours le même remède quelle que soit la maladie à guérir.

Militantes et Militants,

Comme vous pouvez le constater vous-mêmes, nous avons fait, depuis le début de cette législature, un nouveau pas important vers la préservation et la consolidation de nos acquis macro-économiques. Les mesures que j'ai annoncées aujourd'hui nous faciliteront encore davantage la maîtrise de ce domaine véritablement crucial dans toute politique d'autodéveloppement..

Il y a en revanche, un domaine où il n'y a pas eu de progrès du tout : c'est celui des diverses réformes dont je me suis fait l'avocat depuis si longtemps. Je serais gêné, Militantes et Militants, si, aujourd'hui, après bientôt trois ans, et après le nième appel, je devais, une fois de plus, postuler l'urgence de la révision des tarifs douaniers, ou de l'élaboration d'un nouveau code des investissements.

Aucun de ces textes n'est encore sorti, ni d'autres que nous attendons depuis des années.

Trop de temps précieux a déjà été gaspillé, et perdu, pour toujours; notre crédibilité en a déjà assez souffert; la relance promise, suite à ces réformes économiques, tarde cruellement à venir. Je ne sais pas si les responsables concernés sont vraiment suffisamment sensibilisés à l'extrême urgence d'un certain nombre de ces réformes, s'ils sont vraiment suffisamment au courant du dommage considérable qu'ils infligent à l'économie nationale

par leur louvoiement, par leur négligence, par leur corruptibilité.  
Je me le demande vraiment.

Il n'est plus possible de traîner; voilà pourquoi je demande aux responsables concernés pour que d'ici 3 mois, ils me présentent le rapport sur la finalisation des réformes les plus urgentes : le Code des investissements, la réglementation du commerce et des prix, la réforme tarifaire.

Pour ce qui est des autres réformes attendues,  
il y a :

- la définition de notre stratégie de coopération;
- il y a les problèmes d'intégration de nos lauréats des CERAJ;
- il y a toute la législation en matière de l'eau;
- la définition d'une politique claire pour l'utilisation des matériaux locaux;
- la réforme de l'enseignement supérieur;
- il y a l'organisation des marchés publics;
- le renforcement de la commune, le PAC et la réforme du Fonds de Développement Communal

... ... ... pour toutes ces réformes, et autres urgentes, un échéancier très strict, mais raisonnable, sera fixé conjointement entre le Ministre à la Présidence et le Ministre concerné pour chaque cas. Ce sera la seule façon qui me permettra dorénavant de vous assurer, Militantes et Militants, que les choses avancent ou qu'un tel responsable ne fournit pas ce qu'il a promis.

Certains retards pris sont vraiment inexplicables. Aussi ai-je demandé au Ministre à la Présidence de procéder à une enquête sur les raisons de cet incroyable laxisme, de ces distractions parfois coupables. Je veux savoir pourquoi des dossiers qui semblaient pourtant bien avancés traînent subitement. Je veux savoir qui exactement reste «assis sur les dossiers», qui freine leur avancement. Je veux savoir comment il est possible que pour des vétilles, pour ne pas perdre la face ou pour toute autre raison, on enterre les dossiers urgents de l'Etat pendant des années. Je veux savoir pourquoi, malgré le consensus obtenu — moins une voix — cette dernière l'emporte et réussit à geler les dossiers.

Militantes et Militants du M.R.N.D.,

Il n'est plus question que des fonctionnaires distraits, négligents ou vénaux, retardent le progrès du pays. Nous n'avons pas une minute à perdre. Cela est d'autant plus impérieux que les perspectives économiques sont actuellement parmi les plus sombres que nous ayions jamais été obligés d'affronter. Il faut donc que chacun soit pénétré de cette urgence; et qu'il agisse en conséquence.

Militantes et Militants,

La conception d'autodéveloppement, qui inspire la présente législature et le programme gouvernemental correspondant n'est pas seulement centrée sur la mise en place d'une véritable administration de développement et de politiques économiques appropriées; elle accorde une place tout aussi importante à la réunion des conditions permettant à terme une véritable autosuffisance alimentaire du pays.

J'ai, à plusieurs occasions, exprimé mes pensées sur cet aspect vital de tout autodéveloppement , à savoir, une politique alimentaire bien comprise, et ai esquissé les contours stratégiques de notre politique nationale en la matière.

Je ne veux pas revenir sur ce que j'ai déjà dit — car il s'agit aujourd'hui de faire le point sur ce qui a été fait et non pas sur ce qui a été dit. Pour mieux faire l'évaluation de ce qui a été fait, permettez-moi, Militantes et Militants, de faire un bref rappel notamment de ce que j'ai dit récemment en m'adressant à la jeunesse rwandaise, lors de ma visite à l'Université Nationale du Rwanda (21/5/86).

J'avais commencé par dire ceci : «S'il est vrai que le premier objectif qu'une économie nationale doit viser, c'est d'être en mesure de nourrir le pays au service duquel elle doit fonctionner et être organisée, et s'il est vrai que la priorité des priorités du Rwanda, c'est justement de bâtir l'économie nationale autour de cet impératif majeur, c'est-à-dire, de lui donner les bases

solides qui lui permettent de répondre à cette exigence fondamentale, il faut absolument être en mesure d'identifier très clairement certains des facteurs-clés pour que notre économie puisse atteindre durablement l'objectif d'une autosuffisance alimentaire bien comprise...»

Et j'ajoutais : «L'un de ces facteurs-clés, et peut-être le plus important, s'il s'agit de produire suffisamment de nourriture pour l'ensemble de notre population, c'est d'abord de permettre à ceux qui produisent notre nourriture, à savoir, nos paysannes et nos paysans, d'améliorer progressivement leur niveau de vie — leur habitat, leur état de santé et celui de leurs enfants, leurs revenus pour qu'ils puissent s'acheter certains biens et envoyer leurs enfants à l'école, leur accès aux équipements collectifs!»

En d'autres termes, le thème de l'augmentation du pouvoir d'achat en milieu rural acquiert ici toute sa justification, toute son envergure.

Le Gouvernement, conscient de l'importance qu'il y a pour la paysanne, pour le paysan, d'obtenir des prix réellement rémunérateurs pour leurs produits, a décidé d'augmenter les prix officiels pour la plupart des produits vivriers; dans certains cas, les augmentations annoncées ont été importantes, mais encore faut-il qu'elles soient pratiqués, que le cultivateur, le producteur, soient en mesure de toucher réellement le prix officiel !

L'effort du Gouvernement a certes été généreux, mais il s'est vite avéré que les conditions qui devaient permettre que la hausse des prix aille chez le producteur n'étaient pas réunies, ni les mesures qui, devant accompagner la hausse des prix, auraient permis au producteur de se défendre contre les commerçants malhonnêtes.

Les instructions ont été données, Militantes et Militants, pour la mise au point des mesures, dites d'accompagnement, pour que ces mesures puissent venir appuyer puissamment l'application des nouveaux prix agricoles.

Il est évident que des prix rémunérateurs sont un stimulant extraordinaire pour augmenter la production et le pouvoir d'achat en milieu rural. L'Etat se doit donc de garantir dans toute la mesure du possible, le respect des prix plancher fixés.

En attendant l'annonce des mesures accompagnant la hausse des prix décrétée, je tiens dès maintenant à inviter nos agriculteurs, nos producteurs, à s'organiser, à se regrouper, pour se défendre contre les commerçants peu scrupuleux, et pour faciliter aussi le travail de l'OPROVIA et de TRAFIPRO qui ne peuvent se rendre chez chaque paysan pour lui acheter sa production commercialisable.

Le Gouvernement vient aussi d'augmenter le prix au producteur du café, malgré la conjoncture difficile, et les risques non négligeables que cette augmentation lui fait courir. Mais là encore, sachant que les revenus du café sont relativement égalitairement répartis sur l'ensemble du territoire, il a voulu montrer qu'il est prêt à prendre ce risque pour permettre au paysan qui cultive quelques cafiers d'augmenter, même modestement, ses revenus et de l'inciter à entretenir ses cafiers avec le maximum de soins pour qu'ils lui rapportent toujours plus.

Je demande aujourd'hui au Directeur de l'OCIR-Café de faire publiquement le point sur les mesures prises et prévues, quitte à utiliser la radio, tous les jours, au besoin, pour indiquer au paysan les moyens qu'il a pour vendre son café au prix officiel de 125 F RW.

Militantes et Militants,

Des efforts importants et appréciables ont donc été faits; ils ne manqueront pas de porter fruit.

Mais dans ce bilan, je ne puis vous cacher ce qui n'a pas marché. Tout n'a pas été parfait, loin de là. En particulier, nos efforts dans le domaine de l'agro-industrie, à petite et moyenne échelle laissent beaucoup à désirer.

Si nous voulons réaliser les objectifs d'autosuffisance alimentaire et avancer dans la voie d'un autodéveloppement bien compris, il nous faut exploiter au maximum toutes les filières de valorisation et de transformation de nos produits agricoles. Cela est impératif non seulement pour soutenir une demande constante pour nos produits agricoles — ce qui permettra de maintenir les prix à un niveau élevé et de garantir ainsi la politique du pouvoir d'achat en milieu rural — mais aussi pour en tirer d'autres produits, transformés, soit pour le marché national, soit pour le marché régional, ce qui permettrait aussi de créer ces emplois productifs tellement indispensables en milieu rural.

Mais où en est cette stratégie d'industrialisation autocentré et endogène que nous ne cessons de postuler depuis plus de quatre ans ?

Un premier séminaire sur l'industrialisation qui a eu lieu en début d'année a enfin — et assez tard — permis de clarifier les concepts, les objectifs et les défis qui se posent au Rwanda en matière d'industrialisation.

Ce qui m'inquiète cependant vivement, Militantes et Militants, c'est que l'approche apparemment retenue exige de longues années pour l'élaborer, avec des structures lourdes, et à l'aide de beaucoup d'études qui de toute façon devront être financées par l'extérieur et exécutées par un grand nombre d'experts internationaux. Cela risque encore de durer pendant des années, avant que nous n'aboutissions un jour à une réalisation concrète !

Cela, Militantes et Militants, je ne peux pas l'accepter. Je suis bien d'accord pour que la réflexion continue, mais il est aujourd'hui tout aussi important que nous soyons aussi concrets et aussi constructifs que possible.

Ce qui me semble aujourd'hui le plus utile, car le temps presse, — et le paysan qui, malgré le prix officiel affiché ne réussit plus à vendre qu'à un prix risible lui ne continuera plus à produire, s'il n'y a pas une demande sûre pour ses produits — ce qui me semble donc le plus utile et le plus urgent, c'est de faire le maxi-

mum d'efforts pour que l'approche en matière d'agro-industrie, déjà bien entamée et fort convainquante, soit rapidement mise au point. La stratégie en matière d'agro-industrie doit donc être rapidement finalisée, pour qu'elle puisse être débattue d'ici trois à quatre mois au Conseil du Gouvernement. Ainsi seulement cette stratégie essentielle pourra connaître un début d'exécution rapide et, pourquoi pas, faire partie du prochain Plan.

Enfin, le dernier élément d'une importance politique indéniable, en matière d'autodéveloppement et d'autosuffisance alimentaire concerne la promotion d'un vaste réseau d'activités productrices en milieu rural surtout dans nos communes, et qui pourrait et devrait être le fait de nos artisans et de nos jeunes, de nos petits et moyens entrepreneurs.

Je n'ai rien à ajouter aujourd'hui, Militantes et Militants, à ce que j'ai dit à ce sujet, récemment dans mon discours d'orientation à l'Université Nationale du Rwanda, m'étant adressé à cette occasion à nos jeunes. Je m'attends à ce que les initiatives annoncées démarrent avec vigueur et enthousiasme d'ici peu.

Militantes et Militants,

Administration de développement, politique économique autocentré, autosuffisance alimentaire — voilà des concepts inséparables de la vision d'autodéveloppement qui inspire, encore davantage que par le passé, puisque nous pouvons y consacrer maintenant toutes nos forces, la présente législature.

Mais ces concepts, il faut les rendre opérationnels, il faut en faire des stratégies, il faut trouver les voies et les moyens pour les rendre fonctionnels, il faut harmoniser nos efforts et optimiser l'utilisation de nos ressources, il faut hiérarchiser nos objectifs et identifier ce qui est prioritaire et ce qui l'est moins, il faut surtout bâtir notre avenir sur nos propres forces, sur nos moyens et nos possibilités.

Tout cela est nécessaire pour des raisons de concordance entre nos objectifs, pour mettre de l'ordre dans ce que nous

faisons, une cohésion interne, la cohérence, ce qui fera que nous pourrons nous orienter plus facilement par rapport à tous les défis qui nous attendent.

En disant cela, Militantes et Militants, je veux ainsi parler Plan, je veux parler Planification.

Dans la vision qui nous anime et dans l'agencement de nos objectifs et nos stratégies, une importance capitale revient à la façon dont le Plan, dont le processus de planification est conduit.

Dès le 31 décembre 1984, je me suis attaché à proposer une façon de concevoir le nouveau Plan, une nouvelle approche à la planification.

Je ne veux pas revenir sur tout ce que j'ai dit à ce sujet, patiemment, à tant de reprises, en reprenant chaque fois certains aspects de la nouvelle approche postulée, à savoir, disposer d'un instrument de planification qui soit utile, qui s'appuie d'abord sur nos forces et nos moyens, un instrument qui soit ancré dans la réalité, chez les paysans, dans les communes. Un plan, bref, qui soit à notre portée.

Ce thème m'est particulièrement cher; je l'ai encore dit, il y a quelques mois (31/12/85) : «Il importe que le nouveau Plan, le IV<sup>e</sup>, réponde à nos aspirations et à nos attentes. Il faut que ce soit un Plan utile, opérationnel, en fonction de nos moyens, donc un Plan réaliste, transparent». Et j'ai ajouté qu'un autre aspect tout aussi important, c'est de concevoir notre planification de telle sorte qu'elle ne leurre personne, ni sur ce qu'il est possible de faire, ni sur ce qui doit absolument être fait. Une telle façon, disais-je, et je le répète aujourd'hui, une telle façon de faire permettra de mobiliser par excellence chacun d'entre nous, quelles que soient ses responsabilités : la mère face à son enfant, le fonctionnaire face à sa charge, l'élu face à son mandat, le bourgmestre face à sa commune, et de mesurer le progrès accompli, période après période, mois après mois.

Il faut que nous trouvions une manière de procéder qui nous

soit propre, et qui réponde à ce que nous avons identifié comme étant réellement utile pour ce que nous voulons réaliser pour notre autodéveloppement.

Militantes et Militants du Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement,

Où en sommes-nous dans la préparation du prochain Plan, pièce maîtresse de nos efforts pour un autodéveloppement bien conçu ?

Nous avons subi un sérieux retard — mais un retard heureux.

Retard heureux pour deux raisons.

D'abord, parce que, comme je l'ai demandé, nous aurons eu le temps, pour notre prochain Plan, de changer de paradigme. Cela signifie qu'il faudra éviter de faire une pâle copie des plans antérieurs et de n'en retenir que ce qui semble utile.

Changer de paradigme veut dire aussi repenser, probablement de fond en comble, la fonction de notre planification, la définir en fonction de nos intérêts, de concevoir quelque chose de nouveau, mais qui réponde à nos besoins d'aujourd'hui. Cela signifie faire preuve de créativité, d'innovation, de hardiesse, explorer, oser.

N'est-il pas vrai que si souvent ces plans ne sont qu'un alibi, soit pour la coopération, soit pour les institutions internationales, alors que le paysan, le bourgmestre, les conseillers communaux peuvent aller jusqu'à ignorer qu'un tel document existe! Alors que c'est justement le paysan, le bourgmestre, que ce sont les conseillers qui doivent l'exécuter.

N'est-il pas vrai aussi que trop souvent ces plans sont un amalgame de bonnes idées, de théories, de démonstrations de calculs savants, un inventaire de projets pour lesquels dans la plupart des cas n'existe que l'idée souvent même que le titre.

Alors, changer de paradigme, Militantes et Militants, ce n'est

pas facile; c'est même très difficile. Mais notre prochain Plan ne sera utile que si l'approche qui aura permis son élaboration répond à un nouveau paradigme.

L'échéancier initial a donc été perturbé, mais cela n'est pas grave. Il fallait que l'on en fasse l'expérience; et il était inévitable que la portée de ce que signifie notre nouvelle approche ne pût apparaître que progressivement.

La seconde raison, Militantes et Militants, pour laquelle ce retard est heureux, c'est que, comme j'ai eu l'occasion de le dire à plusieurs reprises déjà, c'est que le processus de planification est en soi plus utile que, le résultat. C'est-à-dire un document de quelques centaines de pages. Et ce processus est justement entrain de démontrer tout le bénéfice pédagogique qu'il a permis de dégager.

Militantes et Militants,

Nous n'avons pas perdu le temps, en ce qui concerne la préparation du prochain Plan. Je n'ai jamais constaté autant de mobilisation et de sensibilisation que, cette fois, le processus de planification a réussi à susciter. N'y a-t-il pas de Ministères qui se plaignent même de n'avoir pas été suffisamment impliqués et qui attendent avec impatience pour fournir et discuter leurs contributions à cette stratégie nationale d'autosuffisance alimentaire qui devra constituer le corps du présent exercice. Cela est heureux.

Il convient néanmoins de faire avancer le processus de préparation du IV<sup>e</sup> Plan. Un projet du document d'orientation est actuellement disponible après avoir été discuté au sein d'un Comité élargi — je déciderai prochainement sur les prochaines étapes à suivre.

Militantes et Militants,

Les quatre grands thèmes de référence, abordés et approfondis depuis le début de la présente législature — administration

publique, politique économique, autosuffisance alimentaire et planification, et dont les interrelations sont évidentes — sont comme autant de pôles orientant notre autodéveloppement. Mais il y en a d'autres qui feront l'objet d'interventions circonstanciées, le moment venu, car nous désirons avancer doucement et progressivement.

Ces quatre thèmes, je les ai retenus aujourd'hui comme l'aune à laquelle il convient de mesurer ce qui a été réellement accompli depuis le début de cette législature.

Mais ces quatre grands thèmes ne prennent, ne peuvent prendre, toute leur envergure que si les forces vives du Pays les font leurs; ils n'auront d'impact sur notre développement que s'ils sont portés par toutes les forces vives de notre Pays.

Ces forces vives qui portent notre avenir, qui sont notre avenir.

Voilà pourquoi je me suis attaché avec conviction et enthousiasme, une fois que les tenants de base de notre politique d'autodéveloppement pour le présent quinquennat avaient été clarifiés, à exalter vigoureusement les forces vives de notre pays. Nos forces vives qui bâtiront notre avenir.

L'autodéveloppement n'est-ce pas avant tout l'exaltation de nos forces vives, l'autodéveloppement n'est-ce pas essentiellement la mobilisation de toutes nos forces vives pour un développement, un progrès, une maîtrise nationale de défis de notre Pays ?

Les forces vives d'un pays, c'est le garant de ses capacités d'innovation, de ses capacités de s'organiser valablement, de trouver des solutions propres à ses problèmes propres.

C'est ainsi que je ne peux rater une seule occasion pour rendre hommage appuyé à toutes nos forces vives. C'est ainsi que j'ai exalté la contribution essentielle, vitale, pour la survie de notre pays, qui est celle de toutes nos militantes, de nos femmes et de nos filles. Jamais, ai-je déjà dit, jamais nous n'aurions pu faire ce que nous avons pu faire, sans elles; il faut qu'elles

participent toujours davantage à la vie politique, au niveau national et surtout au niveau communal.

C'est ainsi que j'ai parlé à plusieurs reprises de nos artisans et montré qu'une bonne partie de notre avenir repose sur eux et que l'administration est là pour les aider à se réaliser, et non le contraire !

C'est ainsi qu'à chaque occasion, je parle de nos producteurs, de nos paysans, qui nous nourrissent grâce à leur travail et qui permettent à l'Etat de fonctionner.

C'est ainsi que j'ai parlé de nos jeunes qui vont faire notre avenir, qui sont notre avenir. Ce sont eux notre pari sur le Rwanda !

C'est ainsi que je me suis adressé avec conviction à nos universitaires, à nos intellectuels pour qu'ils contribuent avec tout leur savoir à nous montrer la façon dont nous pouvons mieux concevoir nos politiques, maîtriser les défis qui nous attendent, pour qu'ils apportent toute leur aide à tous ceux qui en ont besoin.

Et je continuerai à m'adresser à toutes les forces vives, même marginales, de notre pays, et que je n'ai pas encore suffisamment mises en relief : — nos militaires et nos gendarmes : exemple de civisme, de rigueur, de sécurité, plutôt que de discipline de répression;

- nos religieuses et nos religieux : exemple d'humanisme, de sollicitude pour le prochain, souvent pour les plus démunis parmi nous; leur grand rôle dans la production et l'éducation de notre jeunesse.
- les prisonniers, mais oui aussi, exemple d'une nation qui sait se remettre en cause en corrigeant d'elle-même certains errements et dont le rachat devrait aussi contribuer à notre progrès.

Je continuerai de parler de nos forces vives, car il importe

que nous nous sentions tous concernés et artisans de notre développement, que tous nous nous sentions unis, comme une famille, la famille rwandaise. Et cette «famille rwandaise» c'est dans la commune, cellule de base de notre développement, qu'elle sera la plus forte. C'est la commune qui devra constituer le véritable noyau de progrès, «le ciment» qui permettra au Rwanda de rester fort.

Valoriser les forces vives d'une nation, c'est dire aussi valoriser notre culture, notre héritage, notre patrimoine culturel et écologique; valoriser les forces vives, c'est aussi exalter le rôle décisif de l'information. J'en ai parlé si souvent.

Sans exalter notre culture, sans le rôle mobilisateur de l'information, d'autodéveloppement il n'y aura point.

Militantes et Militants,

Voilà ce que j'avais à vous dire aujourd'hui, ce que je tenais à vous dire, à mi-chemin de la présente législature. Je vous l'ai dit avec ma franchise habituelle. Je tenais en effet à examiner objectivement d'une façon critique, la situation par rapport aux orientations données, par rapport à nos attentes.

Le constat fait est, à mon sens, positif. Certaines réorientations, certaines décisions s'imposaient. J'ai annoncé celles que je crois être les plus urgentes. Cela m'a surtout permis de vous rassurer, Militantes et Militants, sur l'avancement de nos politiques et de vous donner la preuve que tous les jours nous essayons de faire un petit pas en avant : ... que donc nous avançons.

VIVE LE RWANDA

VIVE LA COOPERATION ENTRE LES PEUPLES.

